



La Tribune

96e année, no 2

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

www.cyberpresse.ca

«Édition spéciale, demandez La Tribune!»

Votre quotidien célèbre son 95e anniversaire

Bush et l'Europe tournent la page

Louis-Bernard Robitaille
BRUXELLES

L' image est en soi tout un symbole : le plus remuant des opposants à la guerre en Irak, le Français Jacques Chirac, est confortablement installé dans un fauteuil au côté de George W. Bush, avec qui il devise en plaisantant. Chirac est le seul et unique dirigeant à avoir droit à cet honneur d'un dîner en tête à tête, mais de son côté il a accepté la rencontre en terre «ennemie», c'est-à-dire à l'ambassade américaine de Bruxelles.

«Nos deux pays ont de bonnes relations depuis deux siècles, explique le président Chirac avec bonhomie. Cela ne veut pas dire que nous soyons toujours d'accord sur tout. Par exemple sur l'Irak : nous assumons. Mais cela ne change rien à notre amitié.»

Interrogé sur le fait de savoir s'il invitera Chirac à son ranch du Texas, George Bush, de son côté, répond par une pirouette : «Je cherche un bon cow-boy...» En s'abstenant bien de préciser si le Français lui paraît - ou non - qualifié pour le rôle. Et donc s'il aura droit à la fameuse invitation.

Cette légère pointe d'ambiguïté est à l'image de cette spectaculaire offensive de charme de George W. Bush en direction de l'Europe, majoritairement hostile à la guerre en Irak. La brouille transatlantique du début de 2003, qui avait atteint des sommets rarement égalés depuis De Gaulle, et mené notamment à un véritable boycottage de la France, appartient au passé, est venu dire Bush au cours de cette visite européenne de cinq jours. La page est tournée : nous sommes amis, concentrons-nous sur les points de convergence, importants et nombreux, et regardons vers l'avenir. Mais, en même temps, le président américain s'est bien gardé de tout engagement de principe en faveur du «multilatéralisme» en matière de politique internationale, comme le souhaiteraient les Européens.

Comme le disait hier le politologue belge Michel Liégeois, «la page irakienne est bel et bien tournée, mais il n'y a pas d'engagement précis et concret. Un changement de ton, mais pas nécessairement de fond. (La Presse)»



Imacorn, Vincent Cotnoir

Plus d'une centaine de personnes ont participé hier après-midi au lancement du cahier marquant les 95 ans de La Tribune. L'événement se déroulait à l'hôtel de ville de Sherbrooke et pour personnifier un camelot de l'époque, on avait fait appel au jeune Tim Jubinville, fils de Caroline Lawlis, représentante publicitaire au journal.

Isabelle Pion
isabelle.pion@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

«La Tribune, demandez La Tribune, édition spéciale!»
C'est avec enthousiasme que le petit Tim Jubinville, vêtu en camelot d'époque pour l'occasion, a présenté l'édition spéciale du 95e anniversaire de La Tribune, hier, dans l'enceinte de l'hôtel de ville de Sherbrooke.

Exactement 95 ans plus tôt, le 21 février 1910, le fondateur de La Tribune, Jacob Nicol, tenait pour la première fois la première page de votre journal entre ses mains. Depuis ce temps, La Tribune écrit l'histoire au quotidien.

Aujourd'hui, en feuilletant les pages de cette édition spéciale, vous n'aurez pas droit qu'à un tour d'horizon de l'actualité; vous plongerez également, tête première, dans un tourbillon de 95 ans d'histoire. Ce matin, 95 000 exemplaires d'un cahier marquant le 95e anniversaire de La Tribune, une idée originale de Suzanne-Marie Landry, directrice à la publicité, seront distribués à toutes les portes dans la grande région de Sherbrooke et dans d'autres communautés.

Les artisans de cette édition spéciale ont célébré en grande pompe le dévoilement du produit, hier, à l'hôtel de ville de Sherbrooke, en compagnie de plusieurs dignitaires et de représentants d'entreprises. La centaine de convives a pu jeter un coup d'oeil à cette oeuvre colossale. La fébrilité et la fierté étaient palpables: d'un côté, on découvrait en grande primeur une oeuvre sans précédent; de l'autre, les artisans célébraient l'aboutissement d'un long processus de

création, voire un moment historique. Les artisans et les lecteurs en arrivaient au même constat, cependant: l'oeuvre sera précieusement conservée. Rempli de souvenirs et de grands moments d'histoire, ce cahier a vite été perçu comme un outil de référence.

«Cela fait 95 ans, cet après-midi (hier), que notre fondateur Jacob Nicol a tenu entre ses mains fièrement, j'imagine, la toute première édition de La Tribune fraîchement imprimée. C'était un lundi, dans un modeste local de la rue Wellington Nord, à deux pas d'ici. Le journal avait six pages à l'époque, a rappelé la présidente et éditrice de La Tribune, Louise Boisvert, première femme à occuper cette fonction au quotidien de la rue Roy. C'est un peu cette fierté que partage encore aujourd'hui toute l'équipe de La Tribune au moment de lancer l'édition spéciale de son 95e anniversaire, une édition totalisant 128 pages.»

Comme elle, dit-elle, les lecteurs iront de surprises en surprises. Des sourires et de l'étonnement, Mme Boisvert en a eu beaucoup en parcourant le cahier, notamment en lisant que les martiens (!) constituaient l'inquiétude des gens en 1924 ou encore en découvrant que l'expression aller «à l'étranger» faisait référence à des villes comme Montréal ou Québec. De plus, les lecteurs liront de belles histoires comme celle de cette veuve, mère de sept enfants, qui a accouché de triplés, et pour qui un groupe de Sherbrookoïses a construit une maison...

De leur côté, les invités présents ont souligné le lien de fidélité entre les lecteurs et La Tribune, qui n'a jamais manqué un «rendez-vous matinal». Cette fête, hier, était celle d'une institution qui a fait sa marque dans la région.

«Pour plusieurs, La Tribune représen-

Voir «Édition spéciale en page A2



LA TOUTE NOUVELLE A6 2005
On se déplace pour vous
Sherbrooke Autohaus
4421, boul. Bourque, Rock-Forest
1-877-564-2924

URGENCE RÉGIONALE : DÉCROCHAGE



Des élèves à risques
Dans sa lutte au décrochage scolaire, la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke identifie les élèves du cheminement régulier qui vont à l'école sans nourrir de projets d'avenir parmi la clientèle susceptible d'abandonner en cours de route.
À LIRE EN PAGE A4.

MÉTÉO
Faible neige Max.: -1 Min.: -8
Lever du soleil: 6h36 Coucher: 17h24

INDEX

Agroalim.....C5	Le monde.....B2
Ann. class.....D4	Loterie.....B8
Arts.....D1	Météo.....D4
Décès.....D6	Mots croisés...D5
Éphémérides...D5	Opinions.....A6
Horoscope.....D5	Sports.....C1

Pensez à votre sécurité, oubliez les mini sous-compactes

Seulement **198\$** /mois

La Civic la plus sécuritaire! Cote de sécurité 5 étoiles

TOUT COMPRIS AUCUNE MISE DE FOND INITIALE

5.7 l/100km, 50m/g - Programme de rabais aux diplômés

Sherbrooke Honda
2615, rue King Ouest - 566-5322
www.sherbrookehonda.com



Mon clin d'oeil

Stéphane Laporte

Après le triomphe du film «Mémoires affectives», ne manquez pas le film «Mémoires sélectives» avec Alfonso Gagliano, Jean Chrétien et Paul Martin



À LIRE DEMAIN



Actualité

Lancement du 6e Salon Priorité Emploi en Estrie

Albert Ouellette

La Tribune

Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.
Édité et imprimé au
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE

Louise Boisvert

RÉDACTION
(819) 564-5454
Télécopieur 564-8098
redaction@latribune.qc.ca

RÉDACTEUR EN CHEF
Maurice Cloutier

DIRECTEUR DE L'INFORMATION
André Larocque

ADJOINTE AU DIRECTEUR
Jacynthe Nadeau

PRODUCTION ET INFORMATIQUE

DIRECTEUR
René Béliveau
ADJOINTS
André Roberge
Steeve Rancourt
Stéphane Garant

DIRECTEUR FINANCES ET ADMINISTRATION

Pierre Vallée

PUBLICITÉ
(819) 564-5450
Télécopieur 564-5482

DIRECTRICE
Suzanne-Marie Landry
ADJOINTS
Alain LeClerc
Christian Malo

ANNONCES CLASSÉES
(819) 564-2222
Télécopieur 564-5482
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30

ABONNEMENT ET TIRAGE

(819) 564-5466
Sans frais 1 800 567-6955
DIRECTEUR
André Custeau
ADJOINT
Serge Nadeau

La Tribune célèbre ses 95 ans

«Édition spéciale

Suite de la page A1

te bien plus qu'un simple journal. Pour plusieurs, *La Tribune* est en fait celle qui accompagne leur réveil, celle qui leur apporte, jour après jour, le pouls de la communauté, celle qui leur transmet les drames et les joies de leurs pairs (...) 95 années à vivre avec la communauté, à la côtoyer, à se faire la porte-parole de ses victoires, ses peines et ses exploits», a souligné le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, tout en rappelant que ce journal «a également joué le rôle d'un agent économique majeur» à travers les années.

Pour souligner ce grand moment, M. Perrault a renoué avec une tradition municipale en portant le «collier des maires» pour la toute première fois. Ce collier, datant de 1947, portant les armoiries de la Ville, a été acheté en Angleterre et tous les noms des maires de la Ville depuis cette époque y sont gravés. Jamais, avant hier, le maire Perrault n'avait porté publiquement ce collier gardé précieusement dans les coffres de la mairie.

Puis, hier soir, les conseillers municipaux de la Ville de Sherbrooke ont adopté une motion de félicitations destinée à tous les employés de *La Tribune* ayant participé à l'élaboration de cette édition spéciale, qui «semble être extrêmement intéressante», a affirmé celui qui a proposé l'adoption de la motion, le conseiller Clément Nault. «Espérons que nous serons encore là pour le 100e anniversaire!» a-t-il ajouté à l'intention de ses collègues.

La députée de Saint-François et ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, a quant à elle fait valoir que pour toutes les

institutions, le passage du temps s'avérait un défi énorme; *La Tribune*, de son côté, a toutes les raisons d'être fière, elle qui agit «à titre de reflet de la société». «Beau temps, mauvais temps, 12 mois par année, des milliers et des milliers d'Estriens ont le privilège de savoir, de voir et de comprendre ce qui se passe chez eux, dans leur communauté, grâce aux nombreux créateurs à l'origine du processus de création de *La Tribune*».

Parmi les invités, on comptait également celui qui a animé *Soirée canadienne* de 1960 à 1983, Louis Bilodeau. Si l'homme de 80 ans limite les rencontres publiques depuis sa retraite, il se montrait toutefois très curieux de découvrir cette publication. «Ça me touche cet anniversaire, d'autant plus que la télévision sherbrookoise aura 50 ans l'an prochain et que l'on célébrera sûrement l'événement», a-t-il commenté.

Une tâche énorme attend les camelots, ce matin, qui distribuent l'édition spéciale incluant le journal régulier à tous les abonnés. Les autres citoyens recevront pour la plupart leur copie après les classes.

Et ce n'est pas fini!

Le cahier du 95e est à peine imprimé que l'équipe de *La Tribune* est déjà tournée vers son 100e anniversaire! Sa présidente et éditrice promet déjà plusieurs événements pour célébrer le centenaire, en plus d'accorder une attention spéciale aux régions...



Imacom, Vincent Cotnoir

La ministre des Relations internationales et députée de Saint-François, Monique Gagnon-Tremblay, la présidente et éditrice de la Tribune, Louise Boisvert, et le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, ont été surpris de la performance du jeune Tim Jubinville qui personnifiait un camelot d'il y a longtemps lors de la réception à l'hôtel de ville de Sherbrooke hier après-midi.



Imacom, Claude Poulin

Les artisans du cahier marquant le 95e anniversaire de La Tribune ont reçu les félicitations de la direction du journal hier après-midi. Sur la photo, dans l'ordre: Louise Boisvert, présidente et éditrice de La Tribune, les journalistes François Gougeon, Denis Messier, André Laroche, Gilles Dallaire et David Bombardier, Eric Godin, directeur artistique, Steve Bergeron, journaliste, Elaine Coulombe, graphiste, Jacynthe Nadeau, adjointe au directeur de l'information et Maurice Cloutier, rédacteur en chef.



Imacom, Claude Poulin

Le rédacteur en chef de La Tribune, Maurice Cloutier, a partagé sa fierté du cahier marquant le 95e anniversaire de La Tribune avec Louis Bilodeau et Claude Métras, président de la Société d'histoire de Sherbrooke.



CARREFOUR DE L'ESTRIE

PLUS DE 200 MARCHANDS

MÉGA VENTE de MANTEAUX

- Accessoires pour la maison et articles de décoration
- Alimentation et confiseries
- Bijoux et cadeaux
- Chaussures et accessoires
- Coiffure et produits de beauté
- Électronique, musique
- Librairie, photographie, tabagie
- Mode pour elle et lui
- Articles et vêtements de sport.

O'NEILL

Pour ELLE et LUI

MANTEAUX et PANTALONS -40%



Pour ELLE et LUI

MANTEAUX -40%



Pour ELLE et LUI

MANTEAUX et PANTALONS -50%



Pour ELLE

Style trois dans un

Pour LUI

Style trois dans un

Spécial 129.99\$
Courant 195\$

Spécial 99.99\$
Courant 185\$

Courant 165\$ à 185\$

Un seul prix 99.99\$

Pour ELLE et LUI

Courant de 90\$ à 170\$
PANTALONS de NEIGE

Spécial de 59.99\$ à 119.99\$

-50%

Tous les vêtements pour ENFANTS

MANTEAUX et PANTALONS

LE TRAVAILLEUR SPORTIF

3050, boul. Portland, Sherbrooke 563-1907

Carrefour de l'Estrie La Grande Place des Bois-Francis



Quarta nature

TIMATHI

La Tribune célèbre ses 95 ans



Une centaine de personnes ont participé hier après-midi au lancement du cahier du 95e anniversaire de *La Tribune* à l'hôtel de ville de Sherbrooke. L'événement se déroulait dans la salle du conseil municipal.



Le maire Jean Perrault a porté pour la première fois de sa vie politique le collier des maires, acheté en 1947. Ce collier affiche les armoiries de Sherbrooke ainsi que tous les noms des maires depuis.

Une aventure titanesque pour écrire une page d'histoire

Isabelle Pion
SHERBROOKE

Une autre page d'histoire de *La Tribune* se tournera, aujourd'hui, avec la publication de cette édition spéciale du 95e anniversaire. Certes, la tâche a été titanesque... mais à en juger par les réactions, le jeu en valait la chandelle!

Lorsqu'il est né, le projet avait presque l'air irréaliste, commente François Gougeon, journaliste attiré au cahier. Et pourtant, hier, on le dévoilait au grand jour! Véritable «mémoire vive» du journal, le journaliste à la retraite Gilles Dallaire qualifie l'aventure d'extrêmement valorisante. En plongeant ainsi dans les archives, les deux hommes ont fait beaucoup de découvertes.

Certains se rappellent peut-être cette époque où Sherbrooke comptait un zoo. Il y a eu, aussi, cette période où *La Tribune* rédigeait des listes complètes des victimes de la grippe espagnole, des listes qui ont parfois grimpé jusqu'à plus de 400 noms, souligne François Gougeon. Et, parmi les anecdotes de tous les grands pans d'histoire qu'il a fouillés, celui-ci ne peut réprimer un sourire en faisant allusion à cette «épidémie de hoquet» que l'on a craint...

De son côté, le président du conseil d'administration de la Société d'histoire de Sherbrooke, Claude Métras, se réjouissait de cette collaboration entre l'organisme et le journal. «Pour nous, *La Tribune* a reconnu que la Société d'histoire de Sherbrooke est une source d'information qui doit continuer de grandir», mentionne-t-il en soulignant qu'on y conservait toutes les copies du quotidien depuis les débuts. Claude Métras espère que cette initiative sensibilisera du même coup la population à conserver ou à remettre à la Société d'histoire des documents historiques. L'organisme, dit-il, représente beaucoup plus que de la simple «récupération de documents.» «Quand on y entre, on n'a plus le goût d'en sortir!»

Le conseiller de l'arrondissement de Brompton, Clément Nault, assure pour sa part qu'il conservera sa copie... jusqu'au centième anniversaire! «Je pense que l'on a touché à tous les sujets; ça me semble un reflet de ce qui s'est passé dans l'histoire», commente-t-il après un rapide coup d'œil du cahier. Certes, le politicien abonné «depuis toujours» à *La Tribune* s'intéresse aux affaires municipales, mais aussi aux sports. Son cousin, Yvon Fournier, a d'ailleurs déjà assumé le titre de directeur des sports du quotidien.



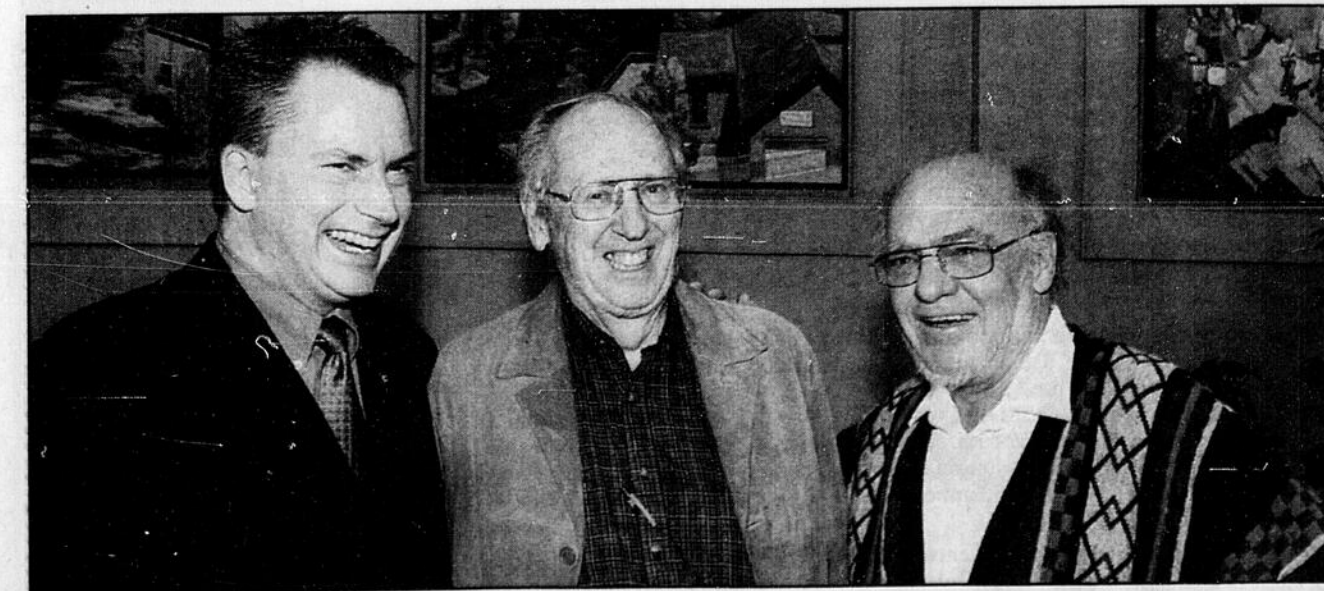
Le principal de l'Université Bishop's, Robert Poupart, n'a pas manqué de féliciter la présidente et éditrice de *La Tribune*, Louise Boisvert, lors de la réception à l'hôtel de ville.



Bertrand Lacasse, cet ex-policier reconnu pour avoir dirigé la circulation à l'intersection des rues King et Grandes Fourches durant de nombreuses années, s'est fait un plaisir d'être présent à la réception à l'hôtel de ville; on l'aperçoit en compagnie du journaliste Pierre Saint-Jacques qui a collaboré à la rédaction de plusieurs reportages. M. Lacasse pointe une photo de lui apparaissant en page couverture de l'édition spéciale.



Plusieurs membres du conseil municipal ont consulté immédiatement le cahier du 95e anniversaire de *La Tribune* hier après-midi. Au premier plan, on reconnaît Diane Delisle, le maire Jean Perrault et Chantal L'Espérance. En arrière-plan: Jean-François Rouleau, Jacques Testulat, Clément Nault, Bernard Sévigny, Roger Labrecque, Mariette Fugère et Serge Forest.



Le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard, a profité du lancement pour renouer des liens avec Antoine Sirois, enseignant retraité en littérature, ainsi qu'avec Gilles Dallaire, journaliste retraité qui a collaboré au cahier du 95e anniversaire de *La Tribune*.

Magog
HYUNDAI
LE MEILLEUR MARCHÉ!

Sonata GL 2005
PDSF 22 395 \$
18 995\$
À l'achat seulement
ou Financement 0 % sur 60 mois
ou **215\$ / mois***

Accent GS 2005
139\$ / mois ou **16\$ / mois**
60 mois
Accent 5 2005

Elantra GL 2005
159\$ / mois
ou **0%** financement à l'achat sur 60 mois

Santa Fe 2005
• Freins à disque aux 4 roues
• Mags de 16 pouces
• Groupe électrique
• Lecteur CD/MP3
• Et beaucoup plus...
199\$ / mois

Le NOUVEAU Tucson 2005
DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT
199\$ / mois

5 ans/100 000 km Groupe motopropulseur | 5 ans/100 000 km Garantie globale limitée | 5 ans/100 000 km Assistance routière

VASTE CHOIX D'USAGÉS • 0 \$ comptant • 2e chance au crédit

2001 Accent 4 portes 64 000 km 6 995\$	2004 santafe 37 000 km toute équipée 18 995\$	2003 Accent GS 33 000 km Achat 8 495\$
2001 Elantra UE 38 000 km 9 995\$	2000 ELANTRA familiale 61 000 km - toute équipée 8 995\$	2001 Sonata GL toute équipée 6 995\$

Accent GS 2005 : 1 595 \$ comptant, Elantra GL 2005, 2 295 \$ comptant, Santa Fe 2005, 2 995 \$ comptant, Sonata GL 2005, 3 595 \$ comptant, XG 350 2005, 3 995 \$ comptant, Tucson 2005, 2 995 \$ comptant. * Achat 60 mois, 0 % d'intérêt sur Accent et Elantra seulement. ** Location 60 mois, frais de 350 \$ sur toute location de véhicule neuf. Accent Elantra et Tucson, taxes incluses, Sonata, Santa Fe et Tucson, taxes en sus. Les photos peuvent différer. Sujet à changement sans frais.

430, BOUL. BOURQUE
MAGOG
(819) 868-0010

L'enjeu: les élèves du «régulier»



André Laroche

andré.laroche@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

«L'enjeu, ce sont les jeunes de l'enseignement régulier», admet d'emblée Claude St-Cyr, directeur général de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSRS).

Le décrochage fait des ravages dans ces classes-là. Elles sont formées des élèves qui n'ont pas l'intérêt, les notes ou l'argent nécessaire pour s'inscrire en «vocation particulière», c'est-à-dire dans les programmes de santé globale, de sports-études, d'arts, de musique ou d'éducation internationale.

Ils ne souffrent pas non plus de déficiences ou de handicap, ce qui les mènerait vers l'éducation spécialisée où des professionnels les attendraient avec un programme adapté.

Ils sont des élèves ordinaires, point. Bon nombre d'entre eux vont à l'école sans savoir pourquoi, sans nourrir de projets d'avenir. Ils ne font pas non plus partie d'un groupe d'appartenance très fort, comme peuvent en développer les élèves dans un cercle sportif ou un orchestre, par exemple.

Mea culpa

La CSRS a donc fait son mea culpa. Elle fait de ces élèves-là sa nouvelle cible. «Il faut les aider à se trouver un projet, une raison de poursuivre leurs études. Au régulier ou ailleurs», explique M. St-Cyr.

Comment y parvenir? D'abord en travaillant dès l'école primaire. C'est ce qu'on appelle «l'école orientante». En gros, cela signifie d'amener constamment les écoliers à découvrir leurs intérêts et leurs passions. Et de transposer ces talents dans un cheminement professionnel.

Puis en améliorant la vie à l'école secondaire, notamment en recréant des groupes aux liens plus forts, comme à l'école primaire.

«Il faut faire en sorte que les jeunes puissent passer plus de temps à l'école à

rencontrer des adultes significatifs pour eux», affirme le directeur général. «On a tous, un jour, rencontré une personne à l'adolescence qui nous a permis de trouver ce que l'on veut.»

Cet adulte peut être un membre de l'école. Ou de l'extérieur de l'école. La CSRS cherche donc à établir un partenariat avec les employeurs, par le biais de la Chambre de commerce de Sherbrooke, pour qu'ils viennent discuter avec les élèves et témoigner de leur parcours.

Tournée des écoles

L'intérêt des gens d'affaires existe. Ils saisissent de plus en plus l'importance de la «diplomation» pour le développement économique de la région, dit-on.

«Il y a déjà des employeurs qui nous appellent pour nous demander: 'qu'est-ce qu'on peut faire?», confie Michel Bernard, directeur général adjoint aux affaires éducatives. Devant cette situation, la CSRS saisit la balle au bond et elle organise des tournées de ces écoles

à leur intention.

On veut créer notamment un rapprochement avec le centre de formation professionnel 24-Juin pour réorienter rapidement les décrocheurs potentiels.

«Si un jeune donne des signes qu'il veut quitter, il faut lui dire de venir nous voir et ne pas le laisser aller. On ne veut pas dire aux jeunes 'Va-t-en chez toi et on te rappellera en septembre'. C'est pas bon, ça», souligne M. St-Cyr.

On vise aussi à implanter dans toutes les écoles secondaires une nouvelle voie,

expérimentée avec succès au Triolet depuis quelques années. C'est une formule d'alternance entre l'enseignement des matières de base et une formation de métiers semi-spécialisés.

«Sixante pour cent de ces élèves-là poursuivent en formation professionnelle. D'autres vont sur le marché du travail avec une qualification», fait remarquer le directeur général. «L'objectif, c'est que chaque jeune puisse sortir de l'école avec des compétences qui vont lui permettre de faire sa vie sur le marché du travail et d'être autonome.»



Martin Brochu a eu le temps de se faire une idée du marché du travail sans diplôme en poche. Il était limité aux petites tâches lassantes. «Je n'utilisais pas ma tête. On me confiait une petite chose à faire et je devais la répéter, 40 heures par semaine.» Et il était tanné des négociations avec des patrons qui profitent de la situation.

Revenir à l'école pour utiliser sa tête

André Laroche
SHERBROOKE

À première vue, Martin Brochu n'a rien de l'élève difficile. Il ne parle pas fort, il ne gigote pas sur sa chaise, il ne peste contre personne. Pourtant, à l'école secondaire, on l'avait étiqueté TC. Pour trouble de comportement.

Pour lui, ce fut le premier pas vers la porte de sortie.

«Au primaire, tout allait bien. Je n'étais même pas dérangeant, raconte-t-il. Mais au secondaire, on est plus laissé à nous-mêmes. Et moi, étudiant seul dans les livres, ça m'allait plus ou moins. Il fallait que le prof sache garder mon attention, sinon...»

Sinon il parlait. Beaucoup. Au point de s'attirer les foudres des enseignants. Il s'est mis à cumuler les échecs, ce qui l'a incité à s'absenter de ses cours. Conséquence: l'école, puis la commission scolaire, l'a suspendu. «C'est curieux comme remède. C'est comme menacer de mort un suicidaire», fait-il remarquer.

L'école a bien essayé de l'aider en l'envoyant voir des psychologues. Peine perdue. «Ils ne voyaient pas le problème. Ils parlaient de mon père absent, ou de ma mère qui travaillait le soir. De mon côté, je ne voyais pas comment je pouvais

m'ennuyer d'un père que je connaissais à peine. Et ma mère nous avait appris à se débrouiller. J'étais autonome. Ce n'était pas ça, le problème.»

Pas évident

Le problème, répète-t-il, c'était de devoir apprendre le nez dans les livres. À sa dernière suspension, il a convaincu sa mère, très réticente, de le laisser découvrir le monde du travail.

Première découverte: «Ce n'est pas évident, à 15 ans, de trouver un job.» Mais à l'époque, le monde vivait en pleine bulle techno. Petit crack de la programmation, Martin Brochu a ainsi obtenu des contrats d'une boîte de Toronto pour créer des sites web. Il travaillait à distance, chez lui. Mais quand la boîte a été vendue, il a perdu ses contrats.

Après avoir besogné comme pompiste, il a pris une formation d'ébénisterie chez l'organisme «Pont de bois». Puis ce fut la tournée des petites «shops». «Les grosses exigent le secondaire V. Moi, je ne l'avais pas. Je n'avais qu'un diplôme d'aide-ébéniste. Alors, j'étais condamné aux petites.»

Il était aussi limité aux petites tâches lassantes. «Je n'utilisais pas ma tête. On me confiait une petite chose à faire et je devais la répéter, 40 heures par semaine.» Et il était tanné des négociations avec ses différents patrons. «Ils profitent du fait

que tu n'as pas de diplôme. Ils remettent en question ton expérience. Alors qu'un diplôme, tu ne peux pas contester ça.»

Retour à l'école

Par un hasard bienheureux, le jeune homme a été mis à pied au même moment où il finissait de payer des prêts bancaires. Libre de dettes, il s'est dit que le moment était propice à un retour sur les bancs d'école.

Depuis son entrée au centre St-Michel en juin dernier, il pioche dans ses livres, mais il accapare surtout les profs («très disponibles» souligne-t-il) pour progresser à un rythme effarant. Il compte décrocher son diplôme d'études secondaires. «En un an, je serai passé de secondaire I à secondaire V.»

S'il y parvient, il compte enfile les cours de mathématiques au cégep pour se faire accepter au plus vite en informatique de gestion à l'université. Quand il sortira, il sera dans la fin de la vingtaine. Amer de ce long détour? «Pas du tout. Je ne m'ennuie pas du luxe (trois Jeeps) que j'avais quand je travaillais. Et je sais maintenant ce que vaut un dollar. J'ai l'expérience.»

Cela ne l'a pas empêché d'aller parler aux décrocheurs potentiels à l'école Mitchell pour leur conseiller... de rester à l'école.

Des lignes de conduite pour les employeurs

André Laroche
SHERBROOKE

Il faut un village pour élever un enfant, dit-on. Le dicton est peut-être éculé, mais il semble plus actuel que jamais quand on se penche sur le décrochage scolaire.

Avec la famille et l'école, la communauté constituerait en effet le troisième appui essentiel à la réussite scolaire. À ce chapitre, les gens d'affaires ont un grand rôle à jouer, croit la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSRS).

La CSRS cherche donc, avec la Chambre de commerce de Sherbrooke, à impliquer les employeurs dans la réussite scolaire. D'abord en les amenant témoigner dans les écoles (voir article texte), mais aussi en cherchant à établir des lignes de conduite communes avec les jeunes.

Pas question, ici, de demander d'arrêter d'embaucher les adolescents.

«Tout d'abord, parce que les jeunes ne voudront pas arrêter de gagner de l'argent. Et puis, cela créera un problème de main-d'oeuvre», reconnaît Michel Bernard, directeur général adjoint aux affaires éducatives. De plus, il est prouvé qu'un travail à temps partiel (moins de 15 heures par semaine) a un effet positif sur les études.

«Mais on pourrait avoir des ententes pour que les jeunes ne travaillent pas à la veille des examens. Ils pourraient aussi avoir des encouragements de leur employeur à la réussite de leurs cours», énumère M. Bernard.

Autre sujet de préoccupation: le respect des heures de classe. «Peut-on demander aux écoles de conduite et aux professionnels (de la santé) de ne prévoir de rendez-vous, sauf exception, sur les heures de classe?» s'interroge Michel Bernard.

«Parce que présentement, il n'y a pas de contraintes. Tu peux manquer l'école pour toutes sortes de raisons. Ce sont des petits gestes qui font qu'un jeune, qui n'a pas le goût d'aller à l'école, trouve qu'il n'y a pas grand-monde autour de lui qui trouve ça important.»

FIN DE LA SÉRIE

Guide de survie du parent

On est souvent dépourvu devant la décision de son adolescent de quitter l'école. Quoi faire? Comment réagir? Voici cinq pistes de solution, selon Jean-Claude St-Amant, du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire.

1. Continuer à les aimer. Ne pas couper les ponts. L'ado doit sentir qu'il a encore sa place dans sa famille.
2. Responsabiliser son ado. S'il ne va pas à l'école, qu'est-ce qu'il fait? Lui signifier qu'il ne restera pas à la maison toute la journée. Il doit se trouver un travail.
3. Continuer de valoriser l'école. Ne pas lâcher son rôle de parent et continuer de faire valoir l'intérêt de l'école.
4. Explorer d'autres formules. Voir du côté de l'éducation aux adultes si une formule souple serait plus adaptée à lui.
5. Faire des projets d'avenir. Sans le brusquer, lui demander ce qu'il désire dans la vie. Ensuite, chercher avec lui les avenues possibles pour atteindre ses buts.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.csrs.qc.ca
Cliquer sur «Plan stratégique 2003-2008»

Que fait la CSRS?

Après une année de réflexion avec le personnel de leurs écoles, les autorités scolaires sherbrookoises ont dégagé cinq pôles d'intervention.

1. L'encadrement pédagogique et disciplinaire

C'est en nourrissant les passions des élèves qu'on les convainc de déployer des efforts. Pour y parvenir, le personnel des écoles doit développer une complicité avec des élèves pour les inciter à parler de leur vie et de leurs aspirations. Cette influence peut favoriser le désir de persévérer à l'école.

2. L'engagement des élèves dans leur réussite

À l'ère de l'individualisme et du succès instantané, les jeunes trouvent difficiles de déployer des efforts pour atteindre leurs objectifs. Il faut leur faire comprendre leur rôle dans leur réussite.

3. Le désengagement des parents

Moins disponibles parce qu'ils travaillent tous les deux à l'extérieur, les parents demandent que l'école empiète de moins en moins sur la vie familiale. Ils perçoivent aussi, à l'entrée de leur enfant au secondaire, que leur rôle vient de diminuer. «Mais c'est le contraire», croit Michel Bernard, directeur général adjoint aux affaires éducatives.

4. Le mode d'organisation des écoles secondaires

Les écoles secondaires du Québec ont été bâties sur le modèle américain des années 1950. Faut-il revoir ce modèle? Les cours sont-ils trop longs ou trop courts? Peut-on s'organiser pour que les devoirs se fassent à l'école? Doit-on mélanger les élèves faibles avec les plus forts? Ces questions demandent encore réflexion.

5. Créer de nouveaux outils

Actuellement, les différentes informations sur les élèves sont éparpillées dans différentes bases de données de la CSRS. Comment avoir une vue d'ensemble du parcours d'un élève et savoir s'il est inscrit dans des activités? Comment mesurer l'effet d'une nouvelle mesure? Et si un élève désire décrocher, comment le réorienter rapidement vers un programme professionnel qui démarre bientôt? Tout est à faire.

Texte d'André Laroche



L'accusé était déjà condamné à 60 jours

La mère de la fillette qui aurait été agressée au Dollarama ne comprend pas



René-Charles Quirion
rene-charles.quirion@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

La mère de la fillette de quatre ans qui aurait été abusée sexuellement par Steve Hurdle, le 14 février dernier, au magasin Dollarama du Carrefour de l'Estrie, ne comprend pas pourquoi cet homme se trouvait en liberté.

Hurdle, 25 ans, avait été condamné à 60 jours discontinus de prison trois jours avant de vraisemblablement commettre les gestes qui lui sont reprochés à l'endroit de la fillette de quatre ans. Après avoir passé une première fin de semaine en prison pour s'être masturbé devant une fillette dans le stationnement du Carrefour Dunant en juillet 2004, le suspect se serait adonné à d'autres bassesses à sa première journée de liberté, le 14 février dernier.

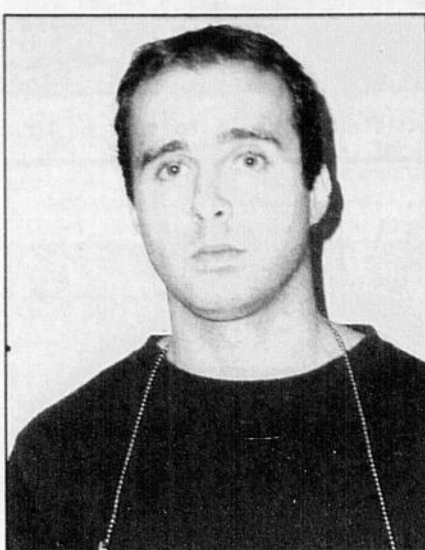
«S'il y a une justice, j'espère qu'elle va se charger de son cas. Nous laissons les procédures aller. C'est certains qu'au début, nous avions envie de nous faire justice nous-même», explique la mère de la présumée victime de Steve Hurdle.

Comparution

Ce dernier a comparu, hier, devant le juge Michel Côté de la Cour du Québec au palais de justice de Sherbrooke pour répondre à une accusation d'agression sexuelle sur une mineure de moins de 14 ans.

Il aurait attiré la fillette de quatre ans à l'aide d'un ballon dans une allée du magasin à rabais. C'est à ce moment qu'il se serait adonné aux bassesses dont il est accusé.

«La vie d'enfant commence à revenir peu à peu depuis deux ou trois jours. Ma fille reçoit un suivi du programme IVAC



Steve Hurdle, 25 ans, a comparu au palais de justice de Sherbrooke en lien avec l'agression sexuelle survenue au Dollarama à la Saint-Valentin.

(Indemnisation aux victimes d'actes criminels). Toute la famille a été bouleversée par cette histoire. Nous mettons beaucoup d'énergie à tenter de reprendre une vie normale. Le CAVAC (Centre d'aide aux victimes d'actes criminels) et les enquêteurs du Service de police de Sherbrooke nous aident beaucoup à traverser cette «épreuve», mentionne la mère de la fillette qui assistait à la comparution de Steve Hurdle.

L'accusé de 25 ans a plaidé non-coupable à l'accusation portée contre lui et reviendra devant la Cour, demain, pour son enquête sur remise en liberté. Celui qui était représenté par Me Joël Bourassa en remplacement de Me Jean Leblanc possède trois condamnations antérieures en matière sexuelle sur des personnes mineures.

La condamnation de 60 jours de prison discontinus accompagnée d'une probation de trois ans, le 11 février 2005, était le dossier le plus récent dans lequel il avait été impliqué. Ce qui veut dire que Hurdle passait ses fins de semaine en prison et se retrouvait en liberté la semaine pour occuper son emploi.

«Notre client se trouvait en liberté lorsque les gestes qui lui sont reprochés seraient survenus. Il était libre la semaine et il n'y avait pas de suivi.

Purger une peine de façon discontinuée n'est pas une chose exceptionnelle dans le domaine judiciaire», explique Me Joël Bourassa.

Depuis 2001

En 2001, Hurdle avait été condamné à huit mois de prison et à une probation de deux ans pour avoir agressé sexuellement une fillette de dix ans à Granby. En juillet de la même année, il avait commis le même genre de geste sur une autre petite fille à Cowansville. Pour cette accusation,

il avait été condamné à 12 mois de prison. Le code génétique (ADN) de Steve Hurdle était fiché par le système judiciaire.

«Nous allons évaluer la preuve qui a été déposée par la Couronne. Étant donné la complexité du dossier, nous avons préféré attendre à ce matin (lundi) pour sa comparution», mentionne Me Bourassa.

Steve Hurdle demeure à la prison Talbot en attendant la suite des procédures judiciaires.



Tous nos vêtements de ski et planche à neige (isolés)
Homme • femme • junior

30% à 60%

et même plus

Lot de manteaux



Ensemble 2 pièces T-Zone et Whiteland.

Valeur jusqu'à 239\$

Un seul prix

99⁹⁹\$

Ensemble 2 pièces juniors

Valeur jusqu'à 199⁹⁹\$

Un seul prix

69⁹⁹\$

Collection de manteaux et pantalons

juniors

de **50% à 60%**

Tous nos équipements de

- Skis alpins • Skis de fond
- Planche à neige • Raquettes à neige
- Équipement de hockey

Jusqu'à

60% de rabais

sports experts

1 seul endroit!

Carrefour de l'Estrie,
(819) 346-5286

Visitez notre site:
www.sportsexperts.ca

ACADÉMIE DES JEUNES VERT & OR

au Pavillon Univestrie

Camp de jour multisport de la semaine de relâche (hiver 2005)

du lundi 28 février au vendredi 4 mars

- Athlétisme • Football • Natation
- Soccer • Volley-ball et bien plus encore...

Service de garde le matin et en fin d'après-midi.



DERNIÈRE CHANCE POUR S'INSCRIRE!
Places limitées.

COMPOSEZ LE **821-7585**
du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h

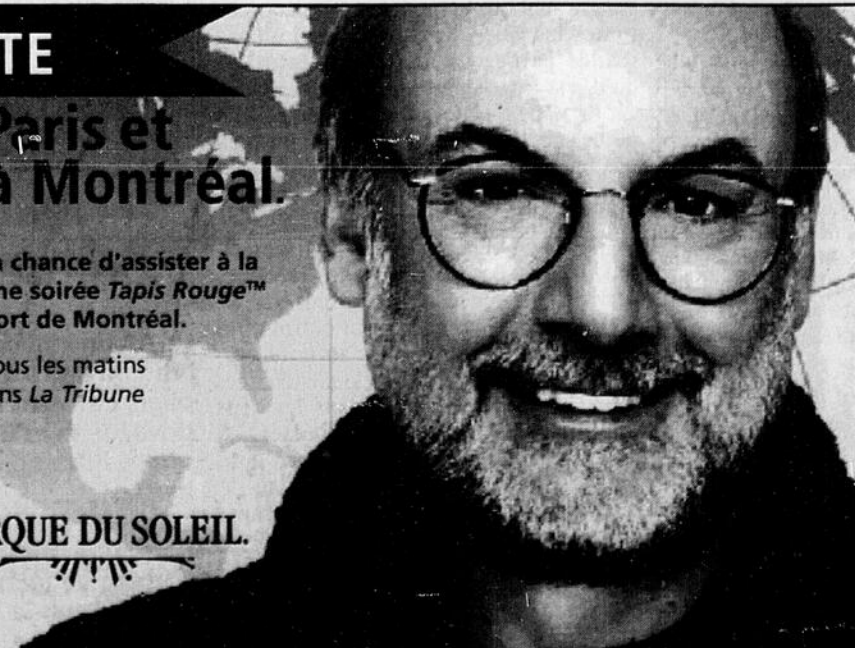
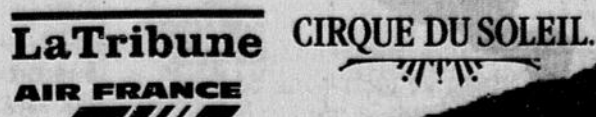
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Service du sport et de l'activité physique

HOMIER-ROY VOUS INVITE AU CIRQUE DU SOLEIL à Paris et à Montréal

Écoutez René Homier-Roy, lisez La Tribune et courez la chance d'assister à la première parisienne du spectacle *Saltimbanco*™ ou à une soirée *Tapis Rouge*™ du nouveau spectacle du *Cirque du Soleil*™ au Vieux-Port de Montréal.

Pour participer, répondez à la question posée en ondes tous les matins à 6 h 15, 7 h 15 et 8 h 15 et remplissez le bulletin publié dans La Tribune du lundi au vendredi.



Remplissez ce bulletin de participation et postez-le avant le 26 février 2005 (cachet de la poste faisant foi) :

Concours «C'est bien meilleur... au Cirque!», CP 9090, succ. Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P3

Date à laquelle la question a été posée en ondes : _____
Réponse : _____
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Tél. domicile : () _____ Tél. travail : () _____
Courriel : _____

Concours réservé aux 18 ans et plus. Fac-similés non acceptés. Le grand prix consiste en un voyage à Paris du 3 au 10 avril 2005, comprenant deux billets d'avion Montréal-Paris aller-retour en cabine Tempo d'Air France, 6 nuits d'hôtel en occupation double et deux billets pour la première de *Saltimbanco* à Boulogne-Billancourt. Valeur totale : environ 5000 \$. Dates du voyage non modifiables. Certaines conditions s'appliquent. Aucun équivalent en argent. Règlements complets à Radio-Canada et sur www.radio-canada.ca/radio

Je suis intéressé(e) à recevoir de la documentation de Radio-Canada, de La Tribune, d'Air France et du Cirque du Soleil.

Opinions



Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: André Larocque

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

Susciter la réflexion et l'action



Maurice Cloutier

maurice.cloutier@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Les problèmes et les défis de 2005 se posent certes différemment d'il y a 95 ans mais souvent ceux-ci prennent leur source dans des préoccupations qui se ressemblent d'un siècle à l'autre. Le développement économique, le positionnement stratégique de Sherbrooke et la scolarisation des jeunes étaient en 1910, à la fondation du journal, des enjeux majeurs et le demeurent encore aujourd'hui. La Tribune est toujours là au cœur de ces débats et de bien d'autres.

Le paysage économique de Sherbrooke a beaucoup changé en près d'un siècle. Le renouvellement du tissu industriel et la mutation de l'économie régionale furent l'objet de nombreux débats et de vives inquiétudes, surtout avec la fermeture de grandes entreprises qui suscitaient la fierté des Sherbrookoises depuis des décennies. Sherbrooke et la région sont néanmoins revenues avec force sur l'échiquier économique québécois depuis une décennie grâce à l'économie du savoir, à la création de nombreuses petites entreprises et l'accroissement marqué des entreprises commerciales et de service.

Aujourd'hui, la remontée rapide du dollar canadien et l'Asie constituent de nouvelles menaces qui entraînent la disparition à chaque semaine de centaines d'emplois dans le secteur manufacturier dans notre région. Des entreprises ferment ou déménagent ailleurs une partie de la production. Pourtant, il n'y a pas l'ombre d'une récession à l'horizon pour expliquer pareil branle-bas. L'inquiétude est vive au sein des gens d'affaires à l'égard de l'ampleur de la transformation que subit présentement notre économie et des coups qu'encaissent difficilement les petites entreprises, mais aussi des plus importantes dans les secteurs du bois, du plastique, du textile et du papier. Nous traversons une période de transition qui débouchera vers quoi exactement? Des baisses de salaire? Des semaines de travail allongées? Sherbrooke a-t-elle les outils nécessaires pour vivre un autre grand bouleversement? Les jeunes vont-ils en faire les frais?

La métamorphose de notre économie et les objectifs à atteindre pour permettre à la région sherbrookoise de se démarquer seront au cœur d'un forum sur l'avenir de la région que prépare pour le printemps la Chambre de commerce de Sherbrooke. Autant aujourd'hui que jadis, les choix économiques et le positionnement

stratégique de Sherbrooke font l'objet de nombreuses réflexions. La Tribune questionnera les acteurs de l'événement et commentera.

Par ailleurs, si l'accès à la scolarisation était une lutte de tous les instants au début du siècle dernier, l'obtention d'un diplôme, pour des raisons différentes, demeure une préoccupation collective en 2005. Le décrochage scolaire fait des ravages terribles. A la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke, les statistiques sont alarmantes. Il faut trouver des solutions. La Tribune complète aujourd'hui la publication d'un dossier qui incite à réfléchir et agir de façon concertée pour renverser la vapeur.

Les fondations de La Tribune sont solides

Susciter la réflexion et l'action était et demeure depuis 1910 la plus grande mission d'un quotidien comme La Tribune. Le sénateur Jacob Nicol, fondateur du journal, déclarait autrefois que «La Tribune est plus qu'une entreprise commerciale. C'est une institution publique qui travaille au développement de sa collectivité». Il ajoutait que «La Tribune a le devoir de servir toutes les causes justes et nobles.» C'est encore vrai en 2005!

C'est dans cet esprit que le journal a toujours poursuivi son implication dans la communauté et ouvert ses pages à de nombreux organismes mais également à des débats importants concernant la qualité de l'eau potable, la sécurité, la construction de l'autoroute des Cantons-de-l'Est, l'implantation et le développement de l'Université de Sherbrooke, l'avenir de Domtar à Windsor, le développement de Bombardier à Valcourt et combien d'autres.

Les fondations de La Tribune étaient solides. Non pas les fondations physiques, mais bien celles plus philosophiques sur lesquelles reposaient et reposent toujours le rôle du journal, soit de bien informer et de bien servir la grande communauté.

Hier après-midi, la Ville de Sherbrooke a souligné les 95 ans du journal dans le cadre d'une cérémonie chaleureuse rehaussée par le dévoilement de l'édition spéciale du journal que vous avez aujourd'hui entre les mains. Les témoignages d'appréciation à l'égard de toute l'équipe du journal formulés par le maire Jean Perrault, la ministre Monique Gagnon-Tremblay et plusieurs autres élus et représentants de nombreux organismes nous stimulent et nous incitent tous, à La Tribune, à poursuivre, avec un souci constant de modernité, l'oeuvre de son fondateur, Jacob Nicol.

Chers lecteurs, merci!

Lettre ouverte

Non au partenariat avec la Chambre de commerce

M. Claude St-Cyr
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Monsieur Le Président,

Ce matin, en regardant mon chèque de paye, je l'ai trouvé aussi petit que d'habitude. Mais je me compte quand même chanceuse d'en avoir assez pour rencontrer les nombreuses obligations qui sont le lot de tout bon citoyen. Taxes municipales, impôts, hypothèque, les services d'électricité, câble, télécommunications, etc. Vous voyez bien que j'en passe tout un lot et c'est pour ne pas donner un ton trop alarmant à mon commentaire.

Mais là où je ne tiens plus sur ma chaise, c'est quand je constate dans la publicité de la Chambre de commerce de Sherbrooke, qu'une partie des taxes scolaires payées à la Commission Scolaire de la Région-de-Sherbrooke servent à financer leurs activités, tels des galas, réunions et conférences de toutes sortes. Car c'est bien cela que je comprends, quand la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke s'identifie comme partenaire financier de la Chambre de commerce de

Sherbrooke.

Je veux bien que ces sous servent au mieux-être de mes neveux et nièces à l'école, mais que les taxes servent à la promotion de l'association des femmes et des hommes d'affaires qui cherchent à rabattre le coût de leur billet d'entrée au gala ou à la conférence d'un gourou venu leur expliquer comment faire plus d'argent, il y a des limites.

Peut-on m'expliquer comment vous allez réussir à nous faire avaler cette couleuvre pendant que les taxes vont continuer à augmenter.

Franchement soyez donc plus sérieux et offrez des billets d'entrée à vos commanditaires, mais il vous faudra une belle grande salle pour votre prochaine activité. Ils sont quelques dizaines de milliers à payer vos taxes.

Vous n'êtes vraiment pas sérieux, non seulement vous gaspillez l'argent, mais vous en êtes fiers et le publicisez à la télévision en vous vantant d'être un fier partenaire financier et cela mérite des explications et j'espère ne pas être la seule à m'être rendue compte du petit manège.

Kathleen Morgan
Fleurimont

SÉGUIN S'INTERROGE SÉRIEUSEMENT SUR SON AVENIR POLITIQUE



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

Tribune libre

Notre mère est partie

Notre mère fut une bonne mère et nous ne voulions que le meilleur pour elle! Lors de la dégradation de sa mémoire et de son corps dû à des ACV et une inacceptable démence, nous avons pris soin de voir à sa dignité et à son bien-être. Mais, avec le temps, il fut irréalisable de le faire sans aide. C'est alors que le personnel de l'Institut universitaire gériatrique de Sherbrooke (IUGS) du pavillon d'Youville fut sa seconde famille!

Notre mère a été prise en charge par le personnel de l'unité 46 il y a presque 4 ans. Ces femmes et ces hommes ont su marquer le dernier chapitre de la vie

de notre mère. Ils nous ont rassurés par leurs bons soins, leurs petites attentions, leurs bons mots et le suivi au quotidien de notre mère. Certains diront que ça fait partie de leurs tâches. Nous leur répondrons qu'il n'est écrit nulle part qu'ils doivent aimer aussi chaleureusement leurs patients. De jour comme de nuit, nous avons apprécié leur soutien, leurs sourires et encouragements. Nous en avons tant besoin!

C'est pourquoi nous tenons à remercier tout le personnel professionnel et non-professionnel de cette unité. Nous leur décernons la distinction honorifique la plus élevée pour nous, le Mérite Es-

trien 2005 pour la qualité de leurs soins et la chaleur dont ils nous ont enveloppés durant les difficiles étapes de la maladie de notre mère Rose-Aimée Fournier, décédée le 15 février dernier. Un merci particulier à Richard, son soleil du matin!

À l'unité 46 du pavillon d'Youville, les patients sont en sécurité, côté soin et côté cœur. La dignité et la serviabilité prennent tout leur sens!

Vous avez toute notre reconnaissance.

La famille Charette
Sherbrooke

Un politicien aguerri à l'éducation

Je viens mettre mon grain de sel dans les réactions au remaniement majeur survenu à Québec la semaine dernière. Il y aurait beaucoup à dire, autant pour ou contre certaines nominations de Jean Charest. Je m'arrêterai au ministère de l'Éducation. Arrive à ce poste un politicien aguerri, une grosse pointure comme on dit. Pour qui pourrait en douter, il a fait ses preuves dans l'épineux dossier des fusions municipales.

Pierre Reid, son prédécesseur, n'y était pas à sa place. Il y était mal à son aise, cela était perceptible dès le début de son mandat. D'abord, un recteur d'université est un administrateur et n'est pas nécessairement sensible à la pédagogie et à la réalité de l'éducation sur le terrain. Cela s'est vérifié à maintes occasions

avec M. Reid. Qui plus est, Pierre Reid n'avait aucune expérience en politique. Il s'est avéré évident que ce fut une erreur de lui confier le ministère de l'Éducation. C'est un ministère ou bien des ministères d'expérience ont frappé un mur. On verra comment il va s'en tirer à son nouveau poste. Laissons la chance au courage. Il demeure que n'est pas bon ministre qui veut, recteur d'université ou pas.

Oublions cette erreur du passé et regardons l'avenir de ce ministère confié maintenant à Jean-Marc Fournier. Ce poste est sans contredit, avec le ministère de la Santé et des Services Sociaux, un poste où les défis à relever sont nombreux, plus particulièrement en cette période de négociations avec les syndicats du monde de l'éducation. Il n'est

jamais simple de concilier l'amélioration de notre système d'éducation, l'appétit des employés et la capacité de payer de l'État. À terme, c'est aux électeurs que le ministre Fournier et son gouvernement auront à rendre des comptes. C'est à se demander ce qui peut pousser quelqu'un à s'embarquer dans une galère comme celle-là. Mais les gens de la trempe du politicien Jean-Marc Fournier ont la

piqure, cette drogue dont seuls nos hommes et nos femmes en politique active depuis longtemps connaissent les effets. Car, me semble-t-il, il y a plus que le désir de servir, aussi noble que soit ce sentiment.

Benoît Descôteaux
Montréal.

Faible sécurité à Hydro-Québec

Suite à la diffusion du reportage de Radio-Canada, je ne suis pas très surpris de constater la faiblesse du contrôle d'accès aux barrages hydro-électriques qui alimentent en électricité toutes les villes du Québec ainsi qu'une grande partie des États-Unis. Je trouve qu'il est inacceptable et irresponsable de la part d'Hydro-Québec, et surtout de la direction de la sécurité, qu'il n'y ait pas plus de dispositifs de contrôles pour accéder à des installations aussi importantes que LG-2, Manic-1, etc.

Il me semble que depuis le 11 septembre, il s'est écoulé beaucoup de temps pour renforcer certains dispositifs de sécurité qui, à mon avis, sont obligatoires en 2005 pour assurer notre sécurité, surtout l'hiver. Nos frontières canadiennes sont des portes ouvertes dans les deux sens pour d'éventuels terroristes. A plusieurs reprises, nos journalistes nous ont démontré ces faits inquiétants et je me rends compte que nous sommes vraiment en retard dans ce domaine vis-à-vis les États-Unis. On nous parle d'un futur bouclier anti-missile au-dessus du Canada et de la sécurité dans les aéroports. Tout ça fonctionne à l'électricité.

Imaginez!

Étant moi-même consultant en sécurité générale, je trouve qu'Hydro-Québec devrait investir ses surplus de profits dans une sécurité maximum, au lieu d'investir des budgets dans le Festival Montréal en lumières avec ses Nuits blanches hautes en couleurs afin de promouvoir une image sécuritaire vis-à-vis les citoyens.

M. Cayer, si j'étais votre boss, vous seriez déjà congédié. Il n'y a aucune cou-

pure à faire quand il y a des vies en danger. Que ce soit une coupure électrique ou une coupure budgétaire. C'est affreux. Il y a plus de sécurité intelligente dans certains bingos de campagne que dans les installations d'Hydro-Québec. Pourquoi toujours attendre des crises plutôt que de faire de la prévention? Allumez!

Yves Bourassa
Sherbrooke

Pour nous écrire

La Tribune invite ses lecteurs à réagir à l'actualité dans cette page. Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abréger les documents.

Ne seront publiées que les lettres portant le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de leur auteur. Seuls le nom et le lieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

Envoyez vos documents: par courriel: redaction@latribune.qc.ca; par télécopieur: 564-8098; ou par la poste: Opinions des lecteurs, 1950, rue Roy, Sherbrooke, Québec, J1K 2X8.

Quand JEUNESSE s'en mêle L'errance des juges



Steve Bergeron

steve.bergeron@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

même raconter ce qu'ils ont vu et entendu, répond-on. De toute façon, il n'existe pas de droit fondamental au «reportage exceptionnel».

Wow! Si l'image est un élément exceptionnel, alors chaque jour, *La Tribune* publie un dégât d'articles exceptionnels. Quelle bonne nouvelle!

Désolé de vous contredire. Votre Honneur, mais le son et l'image sont des éléments fondamentaux de l'information, pas des gâteries superflues. Nous en priver, c'est comme demander à votre boulanger de cuisiner un pain aussi moelleux, mais sans levure.

Petite leçon de journalisme 101: un journaliste doit s'interposer le moins possible entre l'information et le public. Le son et l'image sont un canal direct vers l'information. Les journalistes en usent donc toujours le plus possible. Et il se trouve que les pièces justificatives d'un procès sont publiques. Ce n'est pas moi qui le dis: c'est la loi!

En 1995, le juge Jean Bienvenue a déclaré que «lorsqu'une femme décide de s'abaisser, elle le fait jusqu'à un niveau de bassesse que même l'homme le plus vil ne saurait atteindre». Tout le Québec a pu entendre cette voix

trainante, d'un autre âge, énoncer des propos si disgracieux. Le public a eu un accès direct à la vérité. Neuf mois plus tard, le juge Bienvenue démissionnait pour éviter la destitution.

Qu'arrivera-t-il maintenant si un magistrat commet une bévue pareille? Son honneur arguera-t-il qu'il a été mal cité? Accusera-t-il le messager d'avoir voulu faire du spectacle? Et s'il s'endort en cour, comme c'est arrivé récemment en Alberta, il pourra censurer ses ronflements?

Décidément, ceux qui se doivent d'être impartiaux adoptent des mesures qui pourraient bien les servir un de ces jours... À l'heure de la transparence, ils installent des persiennes.

Ryan

Au cas où vous n'auriez rien à faire à 21 h 52 ce soir, jetez donc un coup d'oeil à *Télé-Québec*. Juste quinze minutes, le temps du court métrage d'animation *Ryan*. Ce petit joyau du Canadien Chris Landreth est en lice pour un Oscar (il a déjà gagné 31 prix). Non seulement le film est techniquement époustouflant, mais l'histoire, véridique, est très touchante. Conseil: enregistrez-le, pour revoir tous les petits détails au ralenti.

Ce n'est pas le grand amour entre les juges et les journalistes en ce moment. Leurs Honneurs ont décidé de faire les gros yeux: «Fini, la diffusion des pièces à conviction et des enregistrements des audiences!»

Non mais c'est quoi, le délire? Maurice Duplessis est revenu au pouvoir? La magistrature vient d'être mutée en escouade de la moralité? La moyenne d'âge des juges a atteint 106 ans?

En fait, non. C'est juste qu'on veut discipliner les médias, qui ne pensent plus qu'aux cotes d'écoute, donc à l'information spectaculaire. C'est juste que des jurés (bien qu'ils soient prévenus de ne pas lire ni regarder les médias pendant un procès) pourraient tomber sur un reportage percutant et leur jugeote foutra alors assurément le camp.

Et l'information du public là-dedans? Et la transparence de la justice?

Bof! Les journalistes pourront quand

Communication-Québec
Il suffit d'y penser!

Manuel de soins d'urgence pour les enfants en services de garde éducatifs

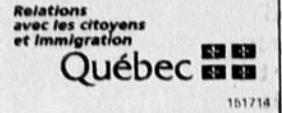
Malgré la vigilance et les mesures de prévention, des blessures peuvent quand même survenir chez les jeunes enfants. Que ce soit à la maison, au parc ou dans un restaurant, nous ne sommes malheureusement pas à l'abri de tout. Nous pouvons avoir les meilleures intentions du monde, il est difficile de connaître tous les soins à prodiguer pour chaque situation d'urgence.

Le *Manuel de soins d'urgence pour les enfants en services de garde éducatifs* décrit la façon d'évaluer une situation d'urgence et d'obtenir des secours médicaux. Les cas d'urgence les plus graves, en particulier ceux qui mettent la vie de l'enfant en danger, y sont abordés de même que les soins à mettre en pratique en réponse à des situations moins préoccupantes, mais relativement courantes. On trouve, à la fin de ce manuel, une liste (illustrée) de vérification des articles que doit contenir une trousse de premiers soins.

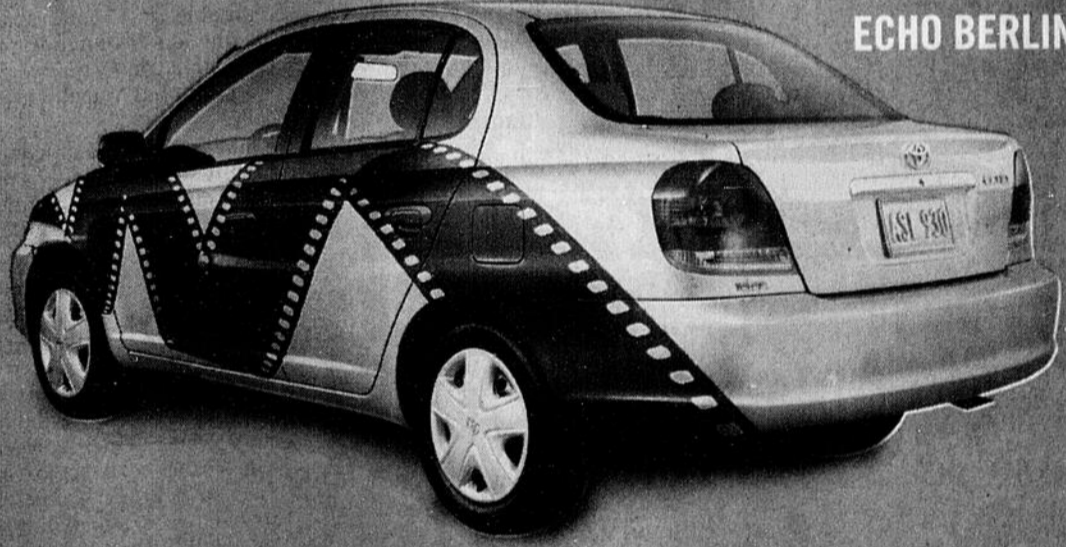
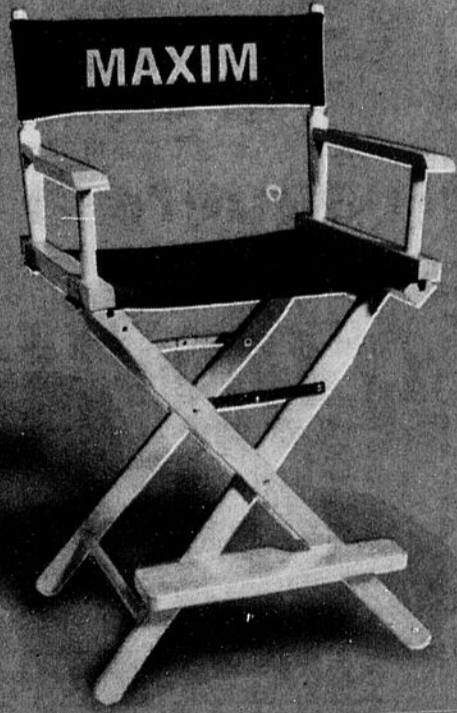
Conçu spécialement pour les situations d'urgence touchant les enfants, ce manuel permet d'intervenir rapidement et de manière éclairée auprès du jeune enfant, lorsque surviennent, des blessures légères ou graves. Aux descriptions des techniques les plus importantes, comme la respiration artificielle, la position latérale de sécurité et la vérification des signes vitaux, s'ajoutent des illustrations qui les rendent plus faciles à saisir.

Édité aux Publications du Québec, cet ouvrage est disponible en librairie. Il est aussi possible de procéder à l'achat en ligne du manuel à l'adresse Internet suivante : www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca.

Communication-Québec - Estrie
Sans frais : 1 800 363-1363
www.estrie.gouv.qc.ca



TOYOTA
un coup de cœur sans fin



ECHO BERLINE

UNE BERLINE POUR ECHOÏSTES? ON AURA TOUT VU!

Faites partie de la communauté echoïste, visitez www.echoiste.ca

2005 ECHO BERLINE

169 \$ PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 1 878 \$
OPTION 0 \$ COMPTANT
ÉGALEMENT DISPONIBLE À LA LOCATION

ET **0 \$** 1^{re} MENSUALITÉ*
DÉPÔT DE SÉCURITÉ*
LOCATION 60 MOIS

À L'ACHAT À PARTIR DE **14 080 \$**

ACCÈS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa.

Votre nouvelle Toyota part toujours avec le plein d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs. Votre concessionnaire www.acces.toyota.ca



Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. * Offre de location au détail valable sur les modèles Echo berline 2005 (BT123M AA) neufs en stock. Première mensualité de 0 \$ sur tous les modèles Echo berline 2005 neufs en stock, pour des termes de location de 60 mois. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme moindre que 60 mois, un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 60 mois sera accordé (taxes incluses). Offre de 0 \$ dépôt de sécurité sur tous les modèles Echo berline 2005 neufs en stock à la location. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ du kilomètre excédentaire. Immatriculation et assurances en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 1 838,72 \$ (taxes incluses) pour l'Echo berline 2005 (BT123M AA). * PDFS pour les modèles Echo berline 2005 (BT123M AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. Composez le 1 888 Toyota-8 ou visitez www.acces.toyota.ca. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 28 février 2005 et sont établies par les concessionnaires Accès Toyota pour les concessionnaires participants de la grande région de Montréal. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

